

I – DISSERTATION

Doit-on s'attendre à un retour du protectionnisme ?

Introduction :

Nicolas Sarkozy, ex Président de la République française, défendait en 2012 l'introduction d'une législation donnant la préférence aux entreprises produisant en Europe pour les contrats publics. M. Montebourg, actuel ministre du redressement productif, vantait les mérites du « made in France » en couverture d'un magazine en octobre dernier et Apple annonçait pour 2013 la relocalisation de la production de certains ordinateurs aux Etats-Unis. Ce sont autant d'exemples de ce que l'on désigne de plus en plus comme du patriotisme économique.

[Accroche(s)]

Mais ne devrait-on pas plutôt y voir des formes de protectionnisme, autrement dit des mesures visant à protéger la production d'un pays contre la concurrence étrangère ?

[Définition]

Peut-on en conclure que nous sommes en train d'assister à une montée en puissance du protectionnisme ? Et si oui, quelles en sont les raisons ? Est-il pour autant possible et souhaitable de renoncer, au moins pour partie, au libre-échange ? *[Problématique]*

[Plan]

I – Les raisons d'un retour au protectionnisme

II – L'impossible renoncement au libre-échange

Développement :

I – Les raisons d'un retour au protectionnisme

I.1 Raisons conjoncturelles : le contexte actuel de crise

- Les crises s'accompagnent souvent d'une contraction du commerce mondial et d'une **tentation du repli sur soi**.

=> Référence à la crise de 1929 et aux années qui ont suivies, même si la contraction du commerce de l'époque n'était pas tant liée à des mesures protectionnistes qu'à la contraction du crédit aux Etats-Unis.

- Les difficultés induites par la crise actuelle sont centrées sur la compétitivité des entreprises (en France notamment) et les problèmes liés à l'emploi (montée du chômage)

=> Se protéger de la concurrence extérieure peut être un moyen de **soutenir et maintenir l'emploi national**, de donner du temps aux entreprises pour **se restructurer**, à celles appartenant à des secteurs « vieillissants » de **se reconvertir** et aux industries naissantes donc fragiles **d'atteindre la taille critique** (protectionnisme éducateur de *F. List*).

- Le comportement de certains pays est jugé déloyal, comme dans le cas de la Chine à qui on reproche de maintenir le cours de sa monnaie, le yuan, à des niveaux artificiellement bas.

=> Les mesures protectionnistes prises à son encontre sont présentées comme **défensives**, ou comme des **mesures de rétorsion** face à des pratiques jugées elles-mêmes protectionnistes.

I.2 Raisons structurelles

- D'une manière plus générale, la configuration du commerce mondial a changé ces dernières années : **montée en puissance des pays émergents**, comme la Chine en particulier, mais aussi l'Inde ou le Brésil (BRIC).

=> Concurrencent de plus en plus les pays industrialisés dans leurs domaines de spécialisation traditionnels ce qui peut justifier des mesures protectionnistes destinées à leur donner le temps de **se construire de nouveaux avantages compétitifs**.

- On évoque également de plus en plus les effets négatifs du libre-échange (libre circulation des biens, services et capitaux) qui, contrairement à ce qui était défendu par les théories traditionnelles du commerce international (notamment *Ricardo*), n'est pas un jeu « gagnant-gagnant », mais à l'origine de **conséquences néfastes tant sur le plan social qu'environnemental**.

- La remise en cause du libre-échange se joue également sur le terrain de la théorie : les « nouvelles théories du commerce international » justifient une certaine dose de protectionnisme du fait de l'existence **d'imperfections de marchés et de rendements croissants** (eux-mêmes liés notamment à l'effet d'expérience) (*Paul Krugman*).

II – L'impossible renoncement au libre-échange

II.1 Des échanges internationaux moteurs pour la croissance

- Même si elle ne peut pas être posée comme une règle intangible, la **corrélation entre la croissance économique et les échanges internationaux** est indéniable.

=> Les statistiques montrent que non seulement les deux phénomènes sont corrélés mais que le commerce croît même plus rapidement que le PIB. Ce lien entre croissance et échanges commerciaux va dans le sens des théories de *Smith et Ricardo* (avantages absolus et relatifs) qui montraient **l'intérêt de la libéralisation des échanges**.

- L'ouverture des échanges a indéniablement été bénéfique pour **la croissance et le développement** de nombreux pays.

=> Clientèle internationale pour écouler les productions nationales, investissements souvent accompagnés de transferts de technologie sont autant de facteurs de croissance (*théorie de la croissance endogène*).

- L'intérêt se manifeste aussi pour les consommateurs.

=> L'importance du commerce intra-branches s'explique en partie par la demande de variété des consommateurs (référence à la demande de différence de *Lassudrie-Duchêne*) et se traduit par **une offre de produits large et diversifiée**.

II.2 L'interdépendance des économies

- L'une des conséquences directes de la libéralisation des échanges est l'interdépendance croissante des économies (même si cette interdépendance peut avoir d'autres origines).

=> Illustrée par **l'importance du commerce intra-zones et intra-firmes**, l'interdépendance entre les pays rend difficilement envisageable un retour au protectionnisme.

- En effet, de nombreux pays sont très **dépendants de leur clientèle étrangère** pour assurer l'écoulement de leur production (demande interne insuffisante, rendements croissants).

=> Ils ne pourraient pas prendre le **risque d'éventuelles mesures de rétorsion** s'ils adoptaient des politiques protectionnistes.

• Le retour au protectionnisme est également freiné par l'existence de ce que l'on appelle des **importations fatales** : productions que l'on ne peut réaliser chez soi ou produits dont on ne peut disposer (certaines ressources naturelles par exemple) et sans lesquels on ne peut fonctionner ;

• La multinationalisation des entreprises (à la fois conséquence et cause du développement des échanges) rend une partie des **exportations dépendante des importations** du fait de la DIPP, mais aussi une part de **l'emploi national** dépendante des entreprises étrangères.

Conclusion :

Les nombreux effets positifs des échanges commerciaux tout comme le degré important d'intégration et d'interdépendance des économies, font paraître quelque peu irréaliste un renoncement pur et simple au libre-échange.

Cependant, le contexte économique actuel difficile rend tout à fait vraisemblable l'apparition de guerres commerciales féroces. Si on ajoute à cela les conséquences négatives, possibles ou avérées, du libre-échange, notamment en matière sociale et environnementale, la remise en cause de la configuration actuelle des échanges internationaux ne semble pas dénuée de sens. Il ne s'agit sans doute pas de prôner un retour au protectionnisme, mais peut-être de passer du libre-échange à ce que certains appellent le « juste échange » ou « échange loyal » (« fair trade » par opposition au « free trade »).

II – MÉTHODOLOGIE : ÉTUDE D'UN TABLEAU

1- Lecture d'une information (D1 pour 2010) :

Les déciles sont les valeurs qui partagent une distribution en dix parties égales. Ainsi, pour une distribution de niveaux de vie, le premier décile (noté généralement D1) est le revenu disponible au-dessous duquel se situent 10 % des ménages ; autrement dit, au-dessus duquel se situent 90 % des ménages.

En 2010, 10 % des individus d'un même ménage ont un niveau de vie inférieur à 10 430 euros.

2 - Sens de la « médiane » :

La médiane est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales. Ici, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des ménages. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des ménages.

3 - Rapide commentaire :

Le tableau permet de faire les observations suivantes :

- ***l'importance des inégalités sociales*** : par exemple, un ménage situé dans le premier décile perçoit un revenu inférieur d'environ 3,5 fois à celui d'un ménage situé dans le dernier décile, en 2010.
- sur les neuf années présentées, il est possible d'observer ***une aggravation des inégalités*** : le rapport interdécile D9/D1 passant de 3,39 à 3,48.
- ***l'année 2009 a été une année de rupture*** : en euros constants, le revenu disponible des quatre premiers déciles diminue avec une baisse plus marquée pour le premier décile (le revenu disponible est devenu inférieur à ce qu'il était en 2007) alors que dans le même temps le revenu disponible des autres déciles continue à augmenter.

Cela peut s'expliquer en partie par la crise de 2008 qui touche plus particulièrement les personnes les plus modestes (*hausse du nombre de chômeurs dans le bas de la distribution des niveaux de vie, recours plus grand aux contrats précaires, gel des salaires, ...*).

4 - Autre instrument de mesure des inégalités :

Le Coefficient de Gini mesure le degré d'inégalité de la distribution des revenus, avec un nombre compris entre 0 et 1.

0 correspondrait à l'égalité parfaite.

1 correspondrait à l'inégalité totale (une personne ayant l'intégralité des revenus)

Exemple : en 2010, la France était à 0,289 alors que la Chine était à 0,61.

La courbe de Lorenz mesure la part du revenu total obtenue par les 10 % les plus pauvres, les 20% les plus pauvres, etc.

Exemple : en 2010, 50 % des français les plus pauvres obtenaient environ 30 % des revenus totaux.

III – QUESTION

Quels sont les points de désaccords entre Keynes et les Néoclassiques ?

Les points de désaccords exposés ci-dessous ne sont pas limitatifs.

Univers certain contre univers incertain :

Pour les néoclassiques, nous sommes dans un univers certain, il n'est pas nécessaire pour les agents économiques de procéder à des anticipations ou de se projeter dans l'avenir. Sur chaque marché, la rencontre de l'offre et de la demande conduit « naturellement » à l'équilibre.

Pour Keynes, et sa Théorie générale (1936), le raisonnement est tout autre. Pour lui, les entrepreneurs (l'offre) prendront leurs décisions courantes de produire, et d'investir, en fonction de l'estimation actuelle qu'ils font de la consommation courante et future. On voit, ici, que le moral des chefs d'entreprise, leurs **anticipations** vont avoir un rôle prépondérant sur le volume réel de production et donc sur le volume réel d'emploi qui en découle.

La vision keynésienne introduit donc la notion de **confiance** en l'avenir. Notion absente de la pensée néoclassique.

Une différence d'approche sur la méthode à employer pour expliquer l'économie :

Les néoclassiques s'inscrivent, dans l'individualisme méthodologique où on peut expliquer les phénomènes économiques à partir de l'analyse de comportements individuels – approche **microéconomique**.

Pour Keynes, l'économie est vue et abordée à l'échelle **macroéconomique**, échelle de la nation. Son raisonnement s'appuie par conséquent sur des agrégats, par exemple, la consommation de l'ensemble des ménages et non sur la consommation d'un ménage en particulier. Il va considérer les revenus globaux, mais aussi les profits globaux, la production globale, l'emploi, l'épargne globale,...

Le rôle discuté de la monnaie, sa neutralité ?:

Pour les néoclassiques, le rôle de la **monnaie est neutre**. La monnaie n'est qu'un voile. Elle ne sert que d'instrument d'échange, sorte d'huile dans les rouages de l'économie.

Pour Keynes, **la monnaie n'est pas neutre** et peut être détenue pour elle-même (préférence pour la liquidité). Une action sur l'offre de monnaie (politique monétaire expansionniste) aura un effet à la baisse sur le taux d'intérêt, relancera l'investissement, la demande globale et en conséquence la production et l'emploi.

L'autorégulation contre le déséquilibre durable.

Pour les **néoclassiques**, le marché converge naturellement vers **l'équilibre**.

Pour Keynes, l'insuffisance de la demande effective peut entraîner l'économie dans un **déséquilibre durable de sous-emploi** (chômage). La Théorie générale vient après la crise de 1929, et l'incompréhension par les économistes des mécanismes de cette crise.

Le rôle de l'Etat dans l'économie :

Les néoclassiques pensent que le mécanisme des prix suffit à assurer l'ajustement automatique du marché et son autorégulation et qu'il peut à lui seul résorber les déséquilibres.

L'Etat ne doit donc pas intervenir sur le marché, mais se limiter à ses fonctions régaliennes.

Pour Keynes, l'action de l'Etat par sa politique économique est primordiale. Il appartient à l'Etat de relancer la **demande** en agissant sur la consommation et/ou l'investissement.

L'augmentation des dépenses publiques (distribution de revenus, grand travaux, commandes de l'Etat,...) relance l'activité et par ricochet l'emploi. Le déficit budgétaire initial est finalement réduit par l'augmentation des recettes fiscales résultant de la reprise. Par ailleurs, une **politique monétaire expansionniste** (baisse des taux d'intérêt) favorise, elle aussi, la consommation et l'investissement.